

**Convention collective régionale**

**IDCC : 1315. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,  
MÉCANIQUES ET CONNEXES  
(Haute-Marne et Meuse)  
(1<sup>er</sup> octobre 1984)**

(Étendue par arrêté du 27 juin 1985,  
*Journal officiel* du 5 juillet 1985)

---

**AVENANT DU 18 AVRIL 2018  
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1<sup>ER</sup> JUIN 2018**

NOR : ASET1850725M  
IDCC : 1315

Entre :

CIMC Haute-Marne, Meuse ;  
UIMM Champagne-Ardenne ;  
UIMM Lorraine,

D'une part, et

CFE-CGC Haute-Marne, Meuse ;  
CGT-FO Haute-Marne, Meuse ;  
CGT Haute-Marne, Meuse ;  
CFDT Haute-Marne, Meuse,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les rémunérations minimales hiérarchiques fixées à l'article 2 du présent accord s'appliquent aux ouvriers, administratifs, techniciens et agents de maîtrise occupant les fonctions définies par l'accord national sur la classification du 21 juillet 1975 modifié et employés dans les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective du 15 décembre 1975 modifiée.

**Article 2**

La valeur du point servant à la détermination des rémunérations minimales hiérarchiques est fixée, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, sur la base de 151,66 heures, à 5,20 € au 1<sup>er</sup> juin 2018.

Cette valeur du point s'appliquera pour une période minimale qui commence le 1<sup>er</sup> juin 2018 et s'achève le 31 décembre 2019.

À défaut de signature d'un avenant portant sur la valeur du point au cours de l'année 2019, cette valeur du point s'appliquera tant qu'un nouvel avenant portant sur la valeur du point ne sera pas entré en vigueur.

La valeur du point étant fixée pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, sur la base de 151,66 heures, les RMH devront être adaptées à l'horaire de travail effectif, et de ce fait subir des majorations ou minorations en cas d'horaires différents.

### **Article 3**

En application des articles 4 et 5 de l'accord national du 30 janvier 1980 relatif à des garanties applicables aux ouvriers, une majoration de 5 % sera ajoutée aux barèmes calculés sur la valeur du point au 1<sup>er</sup> juin 2018.

Pour la garantie complémentaire des agents de maîtrise d'atelier, cette majoration est portée à 7 %.

### **Article 4**

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

### **Article 5**

En application de l'article L. 2231-5 du code du travail, la partie la plus diligente notifiera à l'ensemble des organisations représentatives le texte de cet avenant.

Le présent accord, établi conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail, est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par la loi.

Fait à Saint-Dizier, le 18 avril 2018.

(Suivent les signatures.)